

LE DÉDOUANEMENT FRANÇAIS AU BORD DU DÉCROCHAGE

L'ADMINISTRATION VIENT D'ANNONCER OFFICIELLEMENT LE REPORT DE DELTA E. CE REPORT ÉTAIT INÉVITABLE. MAIS IL NE RÈGLE RIEN SUR LE FOND.

DELTA E UN REPORT NÉCESSAIRE

Depuis plus de six mois, Delta IE s'impose comme un véritable bourbier, aussi bien pour les opérateurs économiques que pour les douanières et les douaniers chargés de le concevoir ou de faire vivre le dédouanement au quotidien dans les bureaux.

Et ce sont désormais les flux eux-mêmes qui sont menacés, avec un risque réel de délocalisation du dédouanement hors de France, au profit d'autres États membres.

INSTABLE, INCOMPRÉHENSIBLE ET BLOQUANT

Les dysfonctionnements de Delta IE ne sont plus des irritants ponctuels, mais des blocages structurels :

- Des messages d'erreur illisibles
- L'impossibilité de valider des déclarations, sans que le système n'indique clairement où se situe l'erreur ;
- Des situations ubuesques où des marchandises périssables se retrouvent bloquées à la veille d'un week-end, obligeant les services à bricoler des solutions d'urgence pour éviter une catastrophe économique ;
- Des déclarations qu'il faut annuler et refaire dans Delta G pour des marchandises déjà exportées, faute d'autre solution.

Les conséquences sont claires : perte de temps, insécurité juridique, stress permanent, et désormais menaces explicites d'opérateurs prêts à déplacer leur dédouanement en Belgique ou ailleurs.

CONDITIONS DE TRAVAIL DÉGRADÉES POUR LES AGENTS DES BUREAUX

Côté bureau, le constat est préoccupant :

- Depuis le report de Delta E, les ECS générés avec Delta G pour les sorties vers d'autres États-membres créent des problèmes. Les opérateurs appellent les bureaux en urgence pour débloquer leur situation, mettant les agents sous pression au quotidien.
- Que dire des messages d'erreur qui ne sont pas en français, et surtout du fait que la rubrique concernée n'apparaisse ni en rouge ni avec un point d'exclamation ? A minima, elle devrait être clairement identifiée. Les opérateurs nous indiquent avoir parfois entre 10 et 20 messages d'erreur par déclaration, notamment en mode DTI.

Malgré cela, les collègues tiennent, bricolent, contournent, expliquent, rassurent, absorbent la colère des usagers et maintiennent tant bien que mal le service public.

DELTA EI,
DÉCEMBRE 2025



LES AGENTS EN CONCEPTION NE SONT PAS RESPONSABLES. ILS SONT VICTIMES

Il faut le dire clairement : les douaniers et douanières qui sont chargés de la conception de l'appliquet ne sont pas responsables de cette situation.

Les collègues du CID, de la sous-direction COMINT, de la sous-direction SI, travaillent sous une pression considérable depuis des mois, avec un engagement total et un sens aigu du service public.

Ils paient aujourd'hui :

- la sous-estimation initiale de l'ampleur du chantier "refonte de Delta" et des projets communautaires en général, pourtant cœur du moteur de toutes les applications de dédouanement ;
- des choix stratégiques et calendaires qui ne relèvent pas des agents, mais de décisions prises au plus haut niveau à une époque où leurs alertes n'ont pas été entendues.

Tout le monde est victime de ces choix : agents, opérateurs, et in fine l'attractivité du dédouanement français.

UNE RESPONSABILITÉ PARTAGÉE... AUSSI DU CÔTÉ DES OPÉRATEURS

La presse spécialisée commence à se faire largement l'écho des difficultés de Delta IE.

Très bien. Mais l'honnêteté impose de rappeler une chose : certains grands opérateurs, aujourd'hui très bruyants, ne pouvaient pas ne pas savoir.

Ils ont bénéficié : d'échanges privilégiés avec le directeur Général et ses collaborateurs, d'informations en amont, de délais et d'alertes multiples.

Et pourtant, la mise à jour de leurs propres applicatifs n'a pas toujours été anticipée, contribuant aussi aux difficultés actuelles. **Taper exclusivement sur les fonctionnaires est facile. Assumer sa part de responsabilité l'est beaucoup moins.**

LA RÉSILIENCE A DES LIMITES

Après plus de six mois à colmater les brèches, à inventer des solutions de fortune, à absorber la pression sans reconnaissance réelle, la lassitude s'installe. La résilience ne peut pas être un mode de fonctionnement permanent.

Le dédouanement ne tient pas par miracle, ni par l'opération du Saint-Esprit, mais par l'engagement quotidien des agents, souvent au prix de leur santé et de leur sérénité professionnelle.

UN RISQUE MAJEUR POUR TOUTE LA FILIÈRE DU DÉDOUANEMENT EN FRANCE

Au-delà des dysfonctionnements techniques, c'est désormais l'avenir même de la filière du dédouanement en France qui est en jeu.

Lorsque des opérateurs en viennent à menacer de déplacer durablement leurs opérations vers d'autres États membres, ce ne sont pas seulement des flux qui s'éloignent, mais des emplois, des compétences, des recettes et une souveraineté douanière qui sont fragilisés.

Si cette dynamique s'installe, le décrochage pourrait devenir irréversible.

Un opérateur qui délocalise son dédouanement ne revient pas facilement.

Il est donc urgent d'agir, et vite.

Passer le cap de Delta IE impose des moyens renforcés immédiats : renforts humains, stabilisation des équipes, priorisation claire des développements, accompagnement réel des services et des opérateurs, et une gouvernance à l'écoute des alertes de terrain.

**LE TEMPS DU DÉNI EST TERMINÉ.
CHAQUE SEMAINE PERDUE ACCROÎT
LE RISQUE D'UN AFFAIBLISSEMENT
DURABLE DU DÉDOUANEMENT
FRANÇAIS.**

The image shows a 'DGD' (Déclaration Générale Douane) form for Delta IE. It contains the following information:

- Données Générales Communes:**
 - N° déclaration (CRN): 24FRD000008455CR6
 - N° de référence (LRN): 20240708BITST1237
 - MRN: 24FRD6610008455MR6
- Informations Générales:**
 - Date de validation: 08/07/2024 12:38:45
 - Date et heure du RAE: [blank]
 - Date de RAE de la DS ou IED: [blank]
 - Date et heure de l'impression: 04/04/2025 16:31:12
 - Dernier état: Accepté
- Intervenant:**
 - Type de déclaration: IM A
 - Nombre total d'articles: 5
 - Nature de la transaction: 11
 - Localisation des marchandises: A: lieu désigné
 - Code du bureau de douane: FR000720 Caen bureau
- Intervenant:**
 - Importateur: COMMUNE DU MARIGOT - FR21972216200019
 - LA MARIE - 97225 MARIGOT FR
 - Déclarant: COMMUNE DU MARIGOT FR
 - LA MARIE - 97225 MARIGOT FR
 - Adresse de contact: Commune du Marigot
 - Adresse de contact: [blank]